



On n'est plus dans une discipline mais dans une production d'images. La vidéo est partout, tout se mélange, et partout il y a la même chose. Je le dis aux photographes, ce n'est pas parce qu'il y a un bouton « Rec » qu'il faut appuyer tout de suite. En général, on est des mauvais vidéastes. Il faut installer un regard photographique dans une écriture audiovisuelle, la photographie doit rester le cœur de notre métier.

SAMUEL BOLLENDORFF

Éditeurs et photographes relèvent le nombre toujours croissant de bons photographes et la vigueur de la production. Face à la baisse des commandes de presse, les photographes ont su s'adapter pour poursuivre le métier qui les anime. webdoc, autofinancement, bourses et prix... Chacun invente ainsi son propre modèle, valable uniquement pour lui-même, et pour un temps incertain. Quelques parcours en temps de crise.

5

se
réin-
venter

Samuel Bollendorff:

reconversion dans le webdoc

Samuel Bollendorff a fait un virage radical vers le webdoc en 2008. Une reconversion qui a précédé de peu la fin de L'Œil Public en 2010. « On avait bâti cette structure dans l'idée qu'elle soit un objet de solidarité et d'indépendance pour les photographes. À partir du moment où elle devenait trop lourde et qu'elle grevait notre capacité à rebondir dans cette période de mutation, on a décidé de la fermer. Chacun des membres a aujourd'hui trouvé des solutions différentes, et chacun va bien. Mais on n'aurait pas pu la faire évoluer en fonction des réactions de chacun : société de production, galerie d'art, plateforme de crowdfunding... ».

Pour le photographe, la crise s'est fait vraiment sentir au milieu des années 2000. « Entre 2005 et 2008, j'ai réalisé une dizaine de reportages en Chine dans la perspective des Jeux Olympiques, mais à la différence de mes sujets précédents, aucun journal n'a financé aucun des sujets. Ils ont été extrêmement diffusés par la suite et vendus dans une quinzaine de pays, mais la presse ne les a pas produits. Le ministère de la Culture a financé le premier sujet que j'ai vendu à un premier titre, vente qui a permis de financer le deuxième volet, et ainsi de suite... Conscient que je n'aurais pas de commande publique chaque année, j'ai commencé à imaginer des projets interactifs, pensés comme tels dès l'origine, et susceptibles d'obtenir des financements en amont (CNC, chaînes de TV, ONG, mécènes...) ». Depuis Voyage au bout du charbon qu'il a réalisé en 2008, parallèlement à ses reportages sur la Chine, Samuel Bollendorff a réalisé ou co-réalisé six autres webdocs... Chacun a été diffusé par un site de presse généraliste, en général *Le Monde*, mais l'apport reste très faible (500 à 2000 €) en regard du budget nécessaire (100 à 200000 €).

Le paradoxe est que grâce à l'audiovisuel, Samuel Bollendorff continue à produire des séries photographiques. Hier, une série de photos faites à la chambre sur les immolations, en lien avec Le Grand incendie. Demain, une série en argentine, au Leica sur les cultures populaires du Nord de la France, avec Mehdi Ahoudig, documentariste sonore. Samuel Bollendorff est le coordinateur de chacun de ses projets, et associe à chaque fois une société de production, une maison d'édition et une galerie.

On pourrait se dire que tout va bien pour Samuel Bollendorff... mais ce n'est pas si simple. « Je suis aujourd'hui engagé dans les métiers de l'audiovisuel après l'avoir été dans le photojournalisme. Dans cinq ans, je n'ai aucune idée de où je serai et de comment ça peut encore fonctionner. Même dans deux ans, j'ai très peu de visibilité. J'utilise souvent l'image de la fonte des glaces : on doit en permanence sauter d'un glaçon à l'autre avant qu'il n'ait fini de fondre ».

Par ailleurs, il n'a pas trouvé de solution pour ses archives, qui sont sur un disque dur, et il n'a pas envie de les vendre en direct, via une plateforme de diffusion. « Ça prend du temps, et je n'ai pas envie de mettre mon énergie-là. Je me demande si je ne vais pas les mettre dans un gros tuyau à la Getty. C'est évidemment à l'encontre de ce que j'ai essayé de fabriquer jusque-là, mais c'est des évolutions contre lesquelles on ne peut hélas pas grand-chose. »

Hélène David:

un penchant pour les projets hybrides

Moins que la crise de la presse, c'est Marseille, où elle est désormais installée, qui a déclenché de nouvelles envies chez Hélène David : « développer une écriture plus poétique, questionnant le corps et l'intime et aussi de s'ancrer dans le territoire, en travaillant avec des gens sur place ». La photographe a ainsi quitté le collectif Argos, qu'elle avait cofondé en 2001, et pris quelques distances avec l'actualité mais aussi avec la presse. « Je ne me retrouvais plus dans le contenu des magazines, où il y a de moins en moins de place pour le documentaire ».

Hélène David s'est ainsi tournée vers d'autres financements, notamment le réseau artistique et culturel local, pour poursuivre son travail documentaire au long cours sur la relation de l'homme à son environnement, notamment dans le monde maritime. Depuis 2000, elle a ainsi embarqué dix fois en haute mer pour sa série *Marins*, et travaille depuis trois ans à un projet intitulé *Méditerranée, la renaissance du bleu*, sur la relation des Méditerranéens à leur littoral sauvage, qui se déploie en plusieurs volets (Marseille, îles Kerkennah financé par une bourse du Fonds d'aide à la création documentaire, et d'autres à venir...).

Le volet sur Marseille s'est apparenté à une véritable production, pour la photographe, qui a coordonné et piloté plusieurs projets de front : série photographique, livre, exposition et œuvres multimédias auxquelles elle a associé une monteuse et un compositeur. « Un vrai parcours du combattant », dans lequel elle se sentait parfois acculée au rôle de « marchand de tapis » ! Au final, elle a réuni entre 40 et 50 000 €, dont 15 000 € de subvention du Conseil général des Bouches-du-Rhône, 20 000 € des Archives départementales pour la création d'un fonds documentaire comprenant cent tirages, cinq heures de

son et entretiens et cinq films photographiques et 3 000 € de la Maison des cinématographies de Méditerranée, qui a financé une exposition qui a ensuite tourné dans d'autres lieux. Le projet a eu également des déclinaisons en presse sur les habitants des Calanques (*Geo*, *La Vie*, *Le Pèlerin*, *JDD*, *Geo Allemagne*) et suscité une commande de *Neon* sur les jeunes naturistes.

Dès qu'elle le peut, la photographe s'associe à d'autres artistes, créateurs ou journalistes pour des projets hybrides. Elle a ainsi co-réalisé une série web pour Radio France sur cinq athlètes de haut niveau autour du dépassement de la douleur avec la journaliste Elsa Fayner et l'ingénieur du son 3D, Frédéric Changenet, « une série qui, selon elle, aurait eu du mal à trouver sa place en presse ». Elle développe également un spectacle sur les marins avec un chorégraphe (Gaël Domenger) et un poète (Donatien Garnier).

Hélène David continue aussi de travailler en commande pour la presse, elle vient de réaliser un reportage de trois semaines à bord d'un navire militaire en mission humanitaire pour *Neon* et *Ça m'intéresse*, deux titres du groupe Prisma qui ont ainsi partagé les frais du reportage ! La double pige reste modeste mais elle y trouve son compte : « Je ferai peut-être une troisième vente, et ça alimente mon fond photographique ».

Hélène David juge sa réorientation positive et enrichissante parce qu'elle lui a permis « d'explorer d'autres moyens de penser et d'aborder le réel » et « de ne pas rester dans l'entre soi du photojournalisme », mais souligne, en revanche, que sa situation professionnelle et financière est plus fragile, plus incertaine et même parfois « anxieuse ».

Marie Dorigny : cap sur les bourses et les prix

Marie Dorigny n'a jamais connu « l'âge d'or », puisqu'elle a démarré à la toute fin des années quatre-vingt, alors que « le métier était déjà malade, et les gens déjà pessimistes sur son évolution », mais elle a pu constater une nette dégradation, il y a environ une dizaine d'années, avec l'arrivée du numérique. « Il faut dire que je n'ai pas choisi la facilité : du reportage au long cours, social, en noir et blanc et en argentique », sourit-elle.

Face au désintérêt de la presse pour le grand reportage, elle a cherché des financements ailleurs et s'est mise à solliciter les nombreux prix et bourses qui ont fleuri ces dernières années. En 2013, elle a ainsi réalisé un sujet sur les violences faites aux femmes au Népal, grâce à une bourse du festival Photoreporter en Baie de Saint-Brieuc, vendu ensuite à *National Geographic*, puis en 2014, un reportage sur l'accaparement des terres au Mozambique, grâce au grand prix AFD-Polka du meilleur projet de reportage photo, financé par l'Agence française du développement (15 000 €), diffusé par le magazine *Polka* et exposé à la Maison européenne de la photographie.

Depuis, elle a encore sophistiqué la formule. À l'automne dernier, elle a été contactée par un financier, suite à l'émission d'Alain Le Gougec sur France Inter (116 rue Albert Londres), dans laquelle elle racontait son travail au long cours sur l'accaparement des terres et son désir de le poursuivre dans d'autres pays.

Ensemble, ils ont créé une association (PARRS, Photos Actions Reportages Responsables et Solidaires) dans le but de mobiliser des fonds émanant d'entreprises ou institutions financières, autour de reportages précis soutenus par des ONG ou associations d'utilité publique. Chacun y trouve son compte : les mécènes et les ONG peuvent exploiter le reportage pour leur communication, et le photographe bénéficie de l'appui logistique d'une ONG et d'un financement conséquent. La photographe, qui a déjà réalisé des reportages dans quatre pays (en Inde, en commande pour *Géo* en 2008, au Mozambique en 2014, au Cambodge grâce à une bourse du Fonds d'aide à la photographie documentaire, et au Guatemala grâce à un premier mécène) va pouvoir poursuivre son travail au Paraguay, au Brésil et en Roumanie. Toujours avec la journaliste Marie-Amélie Carpio, qui l'accompagne depuis sept ans.

Marie Dorigny continue toutefois de solliciter bourses et prix, en étant bien attentive aux règlements. « Ces contrats sont souvent repris sur Internet par des gens qui ne connaissent pas le code de la propriété intellectuelle. Parfois, on se rend compte qu'on cède ses droits à vie ! Il faut être très vigilant et bien lire les clauses car certains demandent aussi beaucoup : tirages papier, photos libres de droit, expositions gratuites... ». La photographe souligne aussi l'obligation de faire figurer les crédits et parfois même les logos de ces différents prix, ce qui n'est pas toujours simple à faire appliquer en presse. « Il y a tout un tas de petites contraintes qu'il faut bien évaluer ».

Edouard Elias : débuter en temps de crise

Edouard Elias est trop jeune pour avoir eu à se réinventer, il n'a que 24 ans. Il s'est fait connaître avec son premier reportage en Syrie, en août 2012, voyage qu'il avait financé seul (billet d'avion, deux mois sur le terrain) mais qu'il avait rentabilisé en signant dans la foulée avec Getty Images. L'agence avait en effet vendu son sujet à *Paris Match*, *Der Spiegel* et au *Sunday Times*, autant de ventes qu'il n'avait pas pu réaliser en direct.

Lorsqu'il s'est fait enlever en Syrie en juin 2013, il était en commande pour le site d'Europe 1, qui avait fourni un billet d'avion et une lettre d'accréditation. Après ses dix mois et demi de détention, il s'est immédiatement remis au travail, beaucoup pour VSD mais aussi pour *Le Monde*, *Paris Match*, et même *Gala*. Des sujets lourds comme les femmes violées en République démocratique du Congo, ou plus légers comme les sosies d'Elvis, le Lido de Paris, le zoo de Beauval, le championnat du monde de Poker... «Je ne refuse aucune commande» dit-il. Non seulement c'est son seul «gagne-pain» mais tout l'intéresse.

Edouard Elias a aussi mené et financé un premier projet personnel, sur la légion étrangère en Centrafrique, à l'été 2014. Il avait sollicité

les rédactions en amont, mais cela n'intéressait personne. Il n'a pas gagné d'argent mais il est rentré dans ses frais, grâce à des parutions dans *L'Obs*, *Der Spiegel*, le magazine de Leica (LFI), une expo au Pont du Gard et au Musée des Invalides. Du coup, il a poursuivi, également en autofinancement, l'été suivant, toujours avec la légion étrangère, en immersion, mais à Nîmes. Il a découvert qu'il préférerait travailler seul pour ses projets personnels. Or, lorsqu'un journal commande, il envoie aussi un journaliste rédacteur. «Établir une relation avec des gens prend du temps, et à deux, c'est plus difficile». S'il veut continuer à faire du news, pour photographier «l'attente du combattant plus que le combat lui-même», ce sera avec «cette approche-là qui consiste à coller un groupe».

Passionné par la photographie depuis son plus jeune âge, Edouard Elias fait le métier qu'il a toujours voulu faire. Il vient d'obtenir le Prix Rémi Ochlik de Visa pour l'image pour son travail sur la Centrafrique, doté de 8000 €, ce qui le ravit, et lui permet aussi d'être un peu tranquille. Seule ombre au tableau : le travail prend toute sa vie. «Je bosse comme un fou, je suis tout le temps à l'extérieur, je n'ai aucune vie sociale, c'est un travail un peu aliénant».

Corentin Fohlen :

l'auto-financement comme solution

Corentin Fohlen, 33 ans, s'est lancé en 2004 comme free-lance dans le news, sans commande « et sans assurance », ajoute-t-il, devançant la question, « sauf une fois pour une semaine en Libye ». Depuis 2010, il a pris ses distances avec l'actualité pour mener un travail plus intimiste sur Haïti. « Quand j'ai commencé, tout le monde me disait de laisser tomber le news, que ça ne gagnait rien, que les agences étaient mortes, mais c'est grâce au news que j'ai pu me faire connaître. Après quelques années, plusieurs choses ont fait que je me suis remis en question. La première est qu'on se retrouve à cinquante photographes, à faire la même chose, avec une compétition constante, et je me demandais quelle était ma place. Le journaliste engagé, au milieu de quarante-neuf autres qui racontent la même chose, ça ne tient pas la route... En 2010, j'ai commencé à travailler sur Haïti, sur des sujets où j'étais seul, et je me suis senti plus en phase avec ma vision du journalisme et de l'engagement. La deuxième chose est que j'ai perdu deux bons amis, Lucas Dolega en Tunisie en 2011, et Rémi Ochlik en Syrie, l'année d'après, et j'ai moi-même frôlé la mort en Libye. J'ai vu les limites de l'adrénaline et de la prise de risque ».

Depuis qu'il s'est éloigné du news, Corentin Fohlen a de plus en plus de commandes : beaucoup de portraits et quelques reportages, d'un jour à une semaine, rarement plus, qui s'avèrent de plus en plus souvent financés par des ONG (les démineuses au Mozambique pour un féminin, le diabète aux Philippines pour un magazine de santé...).

Grâce à ces commandes et la vente d'archives, Corentin Fohlen peut s'autofinancer et gagner ainsi en temps et en liberté. « Soit tu passes six mois à un an pour financer ton projet avec du crowdfunding, des bourses ou des frais partagés (avec plusieurs titres, ndlr). Soit tu peux te permettre de prendre le risque. C'est ce que je fais sur Haïti, un projet que je travaille sur le long terme et qui donnera lieu, j'espère, à une exposition et un livre ».

Corentin Fohlen a eu de nombreux prix prestigieux (World Press, Visa d'or du jeune reporter, Prix du scoop d'Angers) mais ne se considère pas pour autant arrivé. « Il faut une volonté de fer, on ne peut jamais se reposer sur ses lauriers. Rien n'est jamais garanti. Je ne fais pas le métier comme il y a cinq ans ou même un an, et je ne sais pas comment je le ferai demain, ça évolue en permanence. Avec l'arrivée de nouveaux photographes, les journaux qui ferment, d'autres qui se créent, on est sans cesse obligé de se remettre en question... ».

Isabelle Simon : faire feu de tout bois

Licenciée de Sipa en 2011, après seize ans de maison, Isabelle Simon a dû totalement réinventer son activité. Comme elle vit entre Paris et Étretat, elle a proposé ses services à la presse locale, et a découvert le monde merveilleux des correspondants de presse : voiture personnelle bienvenue et carte de presse proscrite ! Le lot « texte et photo » se rémunère entre 10 et 22 € selon la taille. Le tout est payé sous forme de défraiements et uniquement si cela paraît, et sans aucun remboursement de frais. « Il faut faire des quantités astronomiques pour obtenir l'équivalent d'un salaire. Certains remplissent des pages et des pages, sont mal payés et n'ont que le mépris de la rédaction », souligne Isabelle Simon, qui tente toutefois de voir le bon côté des choses. « Je préfère faire ça que rester inactive chez moi, et ça me permet de photographier Étretat au quotidien. Dans un an ou deux, je pourrais faire une super expo sur la ville ! ».

Isabelle Simon s'est aussi lancée dans le corporate. Elle a réalisé l'an dernier un reportage sur le sport amateur pour la mairie de Nanterre, qui a donné lieu à une exposition de vingt-cinq photos, « Nanterre de sports », installée dans vingt-deux lieux de la ville durant l'été 2014. Un reportage qu'elle a réalisé avec « beaucoup de plaisir » et qu'elle n'aurait sans doute pas pu faire pour la presse. Aucune piste ne se dessine, en revanche, du côté des collectivités locales, en région Normandie. « Ils veulent tous des photos gratuites et ne travaillent qu'avec des bénévoles ».

Du coup, la photographe se diversifie tous azimuts. Elle a organisé une expo-vente dans un restaurant, s'est formée au journalisme multi-média et propose des vidéos pour des particuliers ou des institutionnels. Depuis peu, elle pige aussi à nouveau pour Sipa. Enfin, elle envisage de proposer des ateliers photo aux écoles sur les nouveaux temps périscolaires autour de la pratique de la photographie et la lecture de l'image.